**Annexe 7 - INFORMATIONS A JOINDRE EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS ET DE CONTRATS DE CONCESSION**

1. Informations relatives à l’application des règles de compétence en ce qui concerne les marchés publics et les contrats de concession prévues aux articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale
2. En 2022, l’article 234 de la Nouvelle Loi communale était formulé comme suit :

*« Art. 234. § 1er. Le conseil communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et en fixe les conditions.*

*§ 2. En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège des bourgmestre et échevins peut, d'initiative, exercer le pouvoir visé au premier paragraphe. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte lors de sa prochaine séance.*

*§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 139.000 euros[[1]](#footnote-1). Dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance.*

*Le Gouvernement peut modifier le montant prévu à l'alinéa 1er à la suite d'une révision des montants fixés en application de l'article 42, § 1er, 1°, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.*

*§ 4. Le conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), pour les dépenses relevant du budget ordinaire.*

*La délégation visée à l'alinéa 1er est limitée aux marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.*

*§ 5. Le conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu.*

*La délégation visée à l'alinéa 1er est limitée aux marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. »*

Informations demandées :

* **Article 234, § 2 :**

La liste des actes pris sur cette base par lesquels, en cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège des bourgmestre et échevins a exercé, d'initiative, le pouvoir visé à l’article 234, § 1er.

* **Article 234, § 3 :**

La liste des actes pris par le collège des bourgmestre et échevins sur cette base.

* **Article 234, § 4 :**

1. La liste des actes du conseil communal accordant une délégation au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s) « pour les dépenses relevant du budget ordinaire ».
2. La liste des actes pris par l’organe ou les personnes précité(es) sur base de la délégation précitée.

* **Article 234, § 5 :**

1. La liste des actes du conseil communal accordant une délégation au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s) « pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu ».
2. La liste des actes pris par l’organe ou les personnes précité(es) sur base de la délégation précitée.
3. Conformément à l’article 234bis de la Nouvelle Loi communale, les conditions d'un marché public ou d'un contrat de concession fixées par le conseil communal et faisant l'objet d'une procédure de passation impliquant la possibilité de mener une ou plusieurs phases de négociation ou un dialogue, peuvent être modifiées par le collège des bourgmestre et échevins dans le cadre des négociations ou du dialogue menés avec les opérateurs économiques. Lors de sa prochaine séance, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Informations demandées :

Une question thématique est posée à ce sujet (voir partie III).

1. En 2022, l’article 236 de la Nouvelle Loi communale était formulé comme suit :

*« Art. 236. § 1er. Le collège des bourgmestre et échevins engage la procédure.*

*§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins prend toutes les décisions nécessaires jusqu'au terme de la procédure de passation.*

*§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins assure le suivi de l'exécution et prend toutes les décisions nécessaires dans le cadre de l'exécution.*

*Il peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, lorsque la réglementation relative aux marchés publics et aux contrats de concession autorise ces modifications sans nouvelles procédures de passation.*

*§ 4. Le collège des bourgmestre et échevins peut déléguer son pouvoir visé au paragraphe 3 du présent article au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), à l'exception du pouvoir relatif à la modification du marché public ou du contrat de concession en cours d'exécution. Le collège des bourgmestre et échevins est informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation sur une base trimestrielle.*

*§ 5. En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bourgmestre (ou son remplaçant) et le secrétaire communal (ou son remplaçant) peuvent, d'initiative, exercer conjointement le pouvoir visé au paragraphe 3 du présent article. Leur décision est communiquée au collège des bourgmestre et échevins qui en prend acte lors de sa prochaine séance.*

*§ 6. En cas de délégation de compétence du conseil communal au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), conformément à l'article 234, paragraphe 4, alinéa 2, et paragraphe 5, alinéa 2, le pouvoir du collège des bourgmestre et échevins visé aux paragraphes 1er à 3 du présent article est exercé par le secrétaire communal ou le fonctionnaire nommément désigné.»*

Informations demandées :

Une question thématique est posée à ce sujet (voir partie III).

1. Informations relatives aux marchés publics et accords-cadres conclus et en cours d’exécution au cours de l’exercice du compte

* La **liste de tous les marchés publics de travaux, de fournitures et de services et de tous les accords-cadres conclus** durant l’exercice couvert par le compte **ainsi que** la liste de tous les marchés publics **en cours d’exécution** durant cet exercice. Ne doivent pas être repris dans cette liste les marchés publics pour lesquels il a été fait appel à une centrale d’achat.

Pour chaque marché public et accord-cadre précité, les éléments suivants doivent être mentionnés : l’objet, la référence interne, l’adjudicataire ou le(s) participant(s) à l’accord-cadre, la référence de la décision d’attribution (par ex. 001/01.02.2022/1234), le montant de l’attribution, le montant initial de l’engagement, la date de la conclusion, le délai d’exécution.

Pour chaque marché public conjoint occasionnel, la commune doit transmettre les informations complémentaires suivantes : les autres pouvoirs adjudicateurs concernés et le pouvoir adjudicateur en charge de la procédure de passation.

Pour chaque marché subséquent à un accord-cadre conclu, il est également demandé de compléter la liste des éléments à mentionner ci-dessus par les renseignements complémentaires suivants : la référence interne ou la référence de la décision d’attribution de l’accord-cadre et l’adjudicataire.

Dans la liste précitée, chaque marché public et accord-cadre sera repris **dans une des catégories** suivantes :

* + les marchés publics de faible montant au sens de l’article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. Ne sont pas visés ici les marchés publics dont l’estimation HTVA est inférieure à 30.000 euros pour lesquels il a été fait appel à une centrale d’achat au sens de l’article 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ni les marchés subséquents à un accord-cadre conclu.
  + les marchés publics qui ont été passés par procédure négociée sans publication préalable au sens de l’article 42 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, à subdiviser par cas d’application.
* les « marchés publics conjoints occasionnels » au sens de l’article 48 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
* les accords-cadres et marchés subséquents à un accord-cadre conclu (sans recours à une centrale d’achat). Ces derniers marchés doivent être regroupés par accord-cadre concerné (cela peut se faire par exemple dans un tableau Excel ou équivalent).
* les autres marchés publics.
* La **liste des marchés publics et accords-cadres qui ont été modifiés durant l’exercice du compte**, avec mention des données suivantes : la référence de la décision d’attribution, le montant de l’attribution, la référence de l’acte modificatif, la disposition légale qui justifie (motivation en droit) la modification en cours d’exécution du marché public ou de l’accord-cadre en question, le montant du marché public ou de ‘accord-cadre après la modification. Dans la mesure du possible, il sera fourni un historique des différentes décisions de modification durant l’exécution, regroupées par marchés public ou accord-cadre concerné.
* La **liste des marchés publics** **pour lesquels il a été fait appel à une centrale d’achat** au sens de l’article 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, avec mention de la référence des actes y relatifs, regroupés par centrale d’achat.
* Enfin, la **liste des marchés publics exclus visés aux articles 28 à 34 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics**, avec mention de la référence des actes y relatifs, à subdiviser par cas d’application.

Les listes précitées ainsi que, le cas échéant, une copie des actes visés par ces listes et de leurs annexes ou les dossiers complets relatifs à ces actes devront uniquement être transmis à la demande.

En vue de fournir les informations ci-dessus, l’administration fournira un tableau général que la commune sera libre d’utiliser ou non et qui lui permettra de mieux structurer les informations demandées. Par ailleurs, la commune peut partir des informations qu’elle a publiées sur un site web en application de l’article 6, 4°, du décret et de l’ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019 relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, complétés par la circulaire du 16 décembre 2021 précisant les modalités de publication en open data des inventaires des marchés publics et des subventions par les autorités bruxelloises visés par les décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019.

Il est aussi permis à la commune de compléter ces inventaires en prévoyant des tableaux et colonnes complémentaires reprenant les informations demandées ci-dessus et de renvoyer dans sa réponse à l’adresse internet où ces informations peuvent être consultées librement.

1. Question thématiques

* Conformément à l’article 234bis de la Nouvelle Loi communale, les **conditions d'un marché public ou d'un contrat de concession** fixées par le conseil communal et faisant l'objet d'une procédure de passation impliquant la possibilité de mener une ou plusieurs phases de négociation ou un dialogue, peuvent être **modifiées** par le collège des bourgmestre et échevins **dans le cadre des négociations ou du dialogue** menés avec les opérateurs économiques. Lors de sa prochaine séance, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Quels mécanismes de contrôle ont été mis en place au sein de la commune pour assurer le respect des dispositions de cet article ?

* Conformément à l’article 236, § 4, de la Nouvelle Loi communale, **le collège** des bourgmestre et échevins **peut déléguer** au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s) **sa compétence** visée au paragraphe 3 du même article (**assurer le suivi de l'exécution et prendre toutes les décisions nécessaires dans le cadre de l'exécution**, à l'exception du pouvoir relatif à la modification du marché public ou du contrat de concession en cours d'exécution). Le collège des bourgmestre et échevins est informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation sur une base trimestrielle.

Au sein de la commune, est-il fait usage de cette possibilité de délégation au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s) ? Le cas échéant, comment cette disposition est-elle appliquée en pratique pour faciliter le suivi de l’exécution des marchés publics communaux ?

A-t-on fait le choix d’une délégation générale pour le suivi de l’exécution de tous les marchés publics et/ou une décision de délégation est-elle prise pour le suivi de l’exécution de marchés publics spécifiques ?

* Les **marchés publics de faible montant** (dont l’estimation est inférieure à 30.000 euros HTVA) sont soumis à peu de règles formelles dans la réglementation (cf. article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et article 124 de l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques). Toutefois l’obligation de mise en concurrence doit être respectée et la preuve de ce respect doit pouvoir être apportée.

Quelle est la méthode suivie au sein de la commune ?

Des directives formelles internes ont-elles été émises ?

* A quelles **centrales d’achat** (actives durant l’exercice contrôlé) au sens de l’article 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics la commune a-t-elle adhéré ?

Pour chaque centrale d’achat, la commune doit mentionner le nom de la centrale d’achat et la référence de la décision formelle d’adhésion.

Pour quels **marchés publics et/ou accords-cadres, y compris les marchés subséquents à ces accords-cadres**, la commune a-t-elle fait **appel à une centrale d’achat** durant l’exercice contrôlé ?

La commune doit en dresser la liste par centrale d’achat, complétée avec les éléments suivants : objet du marché (public) ou de l’accord-cadre, référence, durée de validité, limitations éventuelles par adjudicateur (valeur/quantité) annoncées par la centrale d’achat.

* Comment est organisée la **gestion des cautionnements** constitués dans le cadre de l’exécution des marchés publics au sein de la commune ?

Y a-t-il des instructions spécifiques à ce sujet et qui se charge de la libération des cautionnements ?

La commune est-elle familiarisée avec l’application e-DEPO du SPF Finances en comment attribue-t-elle les rôles pour l’utilisation de cette application dans la commune ?

* A côté de la gestion des cautionnements, le SPF Finances proposera aussi des **emprunts** aux communes au moyen de l’application e-credit, après le déroulement d’une phase de test.

La commune a-t-elle l’intention de faire des emprunts via l’application précitée et, le cas échéant, a-t-elle participé à la phase de test ?

* Conformément à l’article 192/1 introduit dans la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics par l’article 9 de la loi du 7 avril 2019 modifiant la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession, la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité et modifiant la loi du 4 mai 2016 relative à la réutilisation des informations du secteur public, **les opérateurs économiques peuvent transmettre des factures électroniques et les pouvoirs adjudicateurs doivent les accepter et les traiter**.

Cette possibilité a-t-elle été systématiquement prévue par la commune dans les documents de marché applicables (et les bons de commande) lors de la passation de ses marchés publics ? (avant le 1er novembre 2022)

Suite à l’arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l’obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession, une date concrète pour l’entrée en vigueur des article 6, 14 et 20 de la loi du 7 avril 2019 a été fixée et la **facturation électronique** des opérateurs économiques aux adjudicateurs est déjà devenue **obligatoire** depuis le 1er novembre 2022 pour les *marchés publics et les concessions, dont la valeur estimée est égale ou supérieure au seuil fixé pour la publicité européenne, publiés ou qui auraient dû être publiés à partir de cette date, ainsi que pour les marchés publics et les concessions pour lesquels, à défaut d'une obligation de publication préalable, l'invitation à introduire une offre est lancée à partir de cette date. (Pour ces marchés publics et concessions, la date de publication à prendre en compte est celle de la publication au Bulletin des Adjudications.)* Ensuite, cet arrêté royal prévoit que la facturation électronique sera obligatoire de la même manière à partir du 1er mai 2023 pour les *marchés publics et les concessions, dont la valeur estimée est inférieure au seuil fixé pour la publicité européenne mais supérieure ou égale à 30 000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée* et à partir du 1er novembre 2023 pour les *marchés publics et les concessions, dont la valeur estimée est inférieure à 30 000 euros hors taxe sur la valeur ajoutée.*

Quelles mesures la commune a-t-elle prises pour se préparer à l’entrée en vigueur de la facturation électronique obligatoire aux dates précitées ? Le cas échéant, à quelles difficultés la commune a-t-elle été confrontée ou est-elle encore confrontée pour accepter et traiter ces factures ?

* **En cas de retard de paiement**, l’adjudicataire a droit, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d’un intérêt au prorata du nombre de jours de retard, conformément à l’article 69, § 1er, de l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics (i.e. pour les marchés publics conclus à partir du 16 mars 2013). Par ailleurs, en application du paragraphe 2 de ce même article, si un intérêt de retard est dû conformément au paragraphe 1er, l'adjudicataire a droit au paiement, de plein droit et sans mise en demeure, d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour les frais de recouvrement.

Ces indemnisations (intérêt + indemnité forfaitaire) sont-elles toujours payées en cas de retard de paiement ?

Des consignes spécifiques ont-elles été données aux services internes pour éviter de telles situations ?

* L’article 263undecies de la Nouvelle Loi communale charge les communes du **contrôle interne** sur leurs activités.

Comment ce contrôle interne est-il concrètement organisé au sein de la commune ?

Veuillez mentionner la référence complète de la décision par laquelle le conseil communal approuve le cadre général du système de contrôle interne.

Quelles mesures spécifiques sont prises dans le cadre de ce système de contrôle pour garantir le respect des lois et procédures en matière de marchés publics et pour les paiements y relatifs ?

Quels changements ou évolutions sont intervenus à ce propos durant l’année écoulée ?

Si la commune a déjà transmis une réponse à ces questions à l’occasion de la réponse à l’annexe 8 du compte précédent, sa réponse peut se limiter à la dernière question (Quels changements ou évolutions sont intervenus à ce propos durant l’année écoulée?).

* Enfin, dans le cadre de la **professionnalisation du métier d’acheteur public** et eu égard aux évolutions permanente de la loi et de la jurisprudence en la matière, quelles initiatives la commune a-t-elle prises en matière de préparation et de formation pour garantir la formation continue des agents en charge des marchés publics ?

**Bijlage 7 - bij te voegen informatie aangaande overheidsopdrachten EN CONCESSIEOVEREENKOMSTEN**

I. Informatie m.b.t. de toepassing van de bevoegdheidsregels inzake overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten vastgelegd in de artikelen 234 t.e.m. 236 van de Nieuwe Gemeentewet

1. In 2022 luidde artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet als volgt

*Art. 234. § 1. De gemeenteraad kiest de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund en stelt de voorwaarden ervan vast.*

*§ 2. In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het college van burgemeester en schepenen, op eigen initiatief, de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.*

*§ 3. Het college van burgemeester en schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 139.000 euro[[2]](#footnote-2). In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.*

*De Regering kan het in het eerste lid bepaalde bedrag wijzigen ingevolge een herziening van de bedragen die in toepassing van artikel 42, § 1, 1°, a), van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten zijn vastgesteld.*

*§ 4. De gemeenteraad kan de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid overdragen aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere* *bij* *naam aangewezen ambtena(a)r(en), voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting.*

*De overdracht bedoeld in het eerste lid is beperkt tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.*

*§ 5. De gemeenteraad kan de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid overdragen aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en), voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst.*

*De overdracht zoals bedoeld in het eerste lid is beperkt tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.”*

Gevraagde informatie:

* **Artikel 234, § 2:**

De lijst van akten genomen op deze basis waarbij in gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, het college van burgemeester en schepenen, op eigen initiatief, de in artikel 234, § 1, bedoelde bevoegdheid heeft uitgeoefend.

* **Artikel 234, § 3:**

De lijst van akten die op deze basis werden genomen door het college van burgemeester en schepenen

* **Artikel 234, § 4:**

1. De lijst van de akten waarbij de gemeenteraad een delegatie heeft verleend aan *het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en) ‘voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting’.*
2. De lijst van akten die door voormeld orgaan of personen werden genomen op basis van de voormelde verleende delegatie.

* **Artikel 234, § 5:**

1. De lijst van de akten waarbij de gemeenteraad een delegatie heeft verleend aan *het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en) ‘voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst’.*
2. De lijst van akten die door voormeld orgaan of personen werden genomen op basis van de voormelde verleende delegatie.

1. Overeenkomstig artikel 234bis van de Nieuwe Gemeentewet mogen de voorwaarden van een overheidsopdracht of van een concessieovereenkomst vastgesteld door de gemeenteraad en het voorwerp uitmakend van een plaatsingsprocedure die de mogelijkheid inhoudt een of meerdere onderhandelingsfases of een dialoog te voeren, door het college van burgemeester en schepenen gewijzigd worden tijdens de met de economische operatoren gevoerde onderhandelingen of dialoog. Op zijn eerstvolgende vergadering wordt de gemeenteraad in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Gevraagde informatie:

Een thematische vraag wordt hieromtrent gesteld (zie deel III).

1. In 2022 luidde het artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet als volgt:

*“Art. 236. § 1. Het college van burgemeester en schepenen stelt de procedure in.*

*§ 2. Het college van burgemeester en schepenen neemt alle nodige beslissingen tot het einde van de plaatsingsprocedure.*

*§ 3. Het college van burgemeester en schepenen volgt de uitvoering op en neemt alle beslissingen die met het oog op de uitvoering nodig zijn.*

*Het kan aan de overeenkomst iedere wijziging aanbrengen die het bij de uitvoering nodig acht wanneer de regelgeving inzake overheidsopdrachten en inzake concessieovereenkomsten wijzigingen zonder nieuwe plaatsingsprocedures toelaten.*

*§ 4. Het college van burgemeester en schepenen kan zijn bevoegdheid bedoeld in paragraaf 3 van dit artikel overdragen aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en), behalve de bevoegdheid voor het wijzigen van de overheidsopdracht of van de concessieovereenkomst in uitvoering. Het college van burgemeester en schepenen wordt elk kwartaal in kennis gesteld van de beslissingen die in het kader van die overdracht genomen worden.*

*§ 5. In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kunnen de burgemeester (of diens vervanger) en de gemeentesecretaris (of diens vervanger), op eigen initiatief, gezamenlijk de in de derde paragraaf van dit artikel bedoelde bevoegdheid uitoefenen. Hun beslissing wordt medegedeeld aan het college van burgemeester en schepenen dat er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.*

*§ 6. Wanneer de gemeenteraad overeenkomstig artikel 234, paragraaf 4, tweede lid, en paragraaf 5, tweede lid, een bevoegdheid overdraagt aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en), wordt de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 van dit artikel uitgeoefend door de gemeentesecretaris of de bij naam aangewezen ambtenaar.”*

Gevraagde informatie:

Een thematische vraag wordt hieromtrent gesteld (zie deel III).

1. Informatie betreffende de overheidsopdrachten en raamovereenkomsten die gegund en lopende waren tijdens het dienstjaar van de rekening

* De **lijst van alle overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten en alle raamovereenkomsten** die werden **gesloten** in het dienstjaar van de jaarrekening **evenals** de lijst van alle overheidsopdrachten **waarvan de uitvoering lopende was** tijdens het dienstjaar. In die lijst moeten de overheidsopdrachten waarvoor een beroep aan een aankoopcentrale werd gedaan, niet hernomen worden.

Voor elk van bovenvermelde overheidsopdrachten en raamovereenkomsten moeten de volgende elementen vermeld worden**:** het voorwerp, de interne referentie, de opdrachtnemer of de deelnemer(s) aan de raamovereenkomst, de referentie van de gunningsbeslissing (bvb 001/01.02.2022/1234) , het gunningsbedrag, het initieel vastgelegde bedrag, de datum van de afsluiting, de uitvoeringstermijn.

Voor elke ‘occasionele gezamenlijke overheidsopdracht’ moet de gemeente de volgende bijkomende informatie doorgeven: de betrokkene aanbestedende overheden en de aanbestedende overheid die belast is van de plaatsingsprocedure

Voor elke opdracht die op een gesloten raamovereenkomst gebaseerd zijn wordt gevraagd de hierboven lijst van de te vermelden element aan te vullen met de volgende bijkomende inlichtingen: de interne referentie of de referentie van de gunningsbeslissing van de raamovereenkomst en de opdrachtnemer.

**In** de bovenvermelde lijsten moet elke overheidsopdracht en raamovereenkomst in een van de volgende **categorieën** opgenomen worden:

* + de overheidsopdrachten van beperkte waarde in de zin van artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten. Worden hier niet beoogd de overheidsopdrachten waarvan de geraamde waarde excl. BTW lager is dan 30.000 euro en waarvoor een beroep werd gedaan op een ‘aankoopcentrale’ in de zin van artikel 47 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten noch de overheidsopdracht gebaseerd op een gesloten raamovereenkomst.
  + de overheidsopdrachten die werden geplaatst bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking in de zin van artikel 42 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, onder te verdelen per toepassingsgeval.
  + de ‘occasionele gezamenlijke overheidsopdrachten’ in de zin van artikel 48 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.
  + de raamovereenkomsten en de opdrachten die op een gesloten raamovereenkomsten gebaseerd zijn (zonder dat een beroep werd gedaan op een aankoopcentrale). Deze laatste opdrachten moeten gegroepeerd worden onder de toepasselijke raamovereenkomst (dit mag bv. In een Excel-tabel of gelijkwaardig).
  + de andere overheidsopdrachten.
* De **lijst van overheidsopdrachten en raamovereenkomsten die werden gewijzigd tijdens het dienstjaar van de rekening** met vermelding van de volgende gegevens: de referentie van de toepasselijke akte , de verwijzing naar de akte m.b.t. de gunning en de wettelijke bepaling die de wijziging tijdens de uitvoering van de overheidsopdracht in kwestie rechtvaardigt (motivering in rechte). In de mate van het mogelijke moet een historiek geboden worden van de verschillende wijzigingsbeslissingen tijdens de uitvoering, gegroepeerd per overheidsopdracht en/of raamovereenkomst**.**
* De **lijst van overheidsopdrachten waarvoor een beroep werd gedaan op een ‘aankoopcentrale’** in de zin van artikel 47 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met vermelding van de referentie van de desbetreffende akten, gegroepeerd per aankoopcentrale.
* Tot slot wordt een **lijst gevraagd van de opdrachten die vallen onder een uitsluiting beoogd in artikelen 28 t.e.m. 34 van de wet van 17 juni 2016** inzake overheidsopdrachten, met vermelding van de referentie van de desbetreffende akten, onder te verdelen per toepassingsgeval.

De voormelde lijsten evenals desgevallend een kopie van de bovenvermelde akten en hun bijlagen of de volledige dossiers in verband met deze akten zullen slechts op aanvraag doorgegeven moeten worden.

Voor het leveren van bovenstaande informatie zal de administratie een algemene tabel leveren die de gemeente vrij kan gebruiken en haar zal toelaten om de gevraagde informatie beter te kunnen structureren. Daarnaast kan de gemeente vertrekken van de informatie (de inventaris van de overheidsopdrachten die in de loop van het voorgaande jaar werden gesloten, met vermelding van de aanbesteder en van het vastgelegde bedrag, evenals de aparte inventaris de studies in de loop van het voorgaande jaar verricht voor de gemeente) die ze publiekelijk ter beschikking heeft gesteld op een website in toepassing van artikel 6, 4°, van gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019, aangevuld door de gewestelijke omzendbrief van 16 december 2021 die de nadere regels verduidelijkt van de publicatie in open data van de inventarissen van overheidsopdrachten en van subsidies van de Brusselse overheden zoals beoogd door het voormeld gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019.

Het is de gemeente eveneens toegelaten bij deze inventarissen bijkomende tabellen en kolommen te voorzien met de hoger gevraagde informatie en in haar antwoord te verwijzen naar het internetadres waar deze informatie vrij te raadplegen is.

1. Thematische vragen

* Overeenkomstig artikel 234bis van de Nieuwe Gemeentewet mogen **de voorwaarden van een overheidsopdracht of van een concessieovereenkomst** vastgesteld door de gemeenteraad en het voorwerp uitmakend van een plaatsingsprocedure die de mogelijkheid inhoudt een of meerdere onderhandelingsfases of een dialoog te voeren, door het college van burgemeester en schepenen **gewijzigd** worden **tijdens** de met de economische operatoren gevoerde **onderhandelingen of dialoog**. Op zijn eerstvolgende vergadering wordt de gemeenteraad in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Welke controlemechanismen werden ingevoerd binnen de gemeente om het respect voor de bepalingen van dit artikel te verzekeren?

* Overeenkomstig artikel 236, § 4, van de Nieuwe Gemeentewet **kan het college** van burgemeester en schepenen **zijn bevoegdheid** bedoeld in paragraaf 3 van ditzelfde artikel (**de uitvoering op te volgen en alle beslissingen die met het oog op de uitvoering nodig zijn te nemen**, behalve de bevoegdheid voor het wijzigen van de overheidsopdracht of van de concessieovereenkomst in uitvoering) aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar **overdragen**. Het college van burgemeester en schepenen wordt elk kwartaal in kennis gesteld van de beslissingen die in het kader van die overdracht genomen worden.

Wordt er binnen de gemeente gebruik gemaakt van deze mogelijkheid tot delegatie aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar? Zo ja, hoe wordt deze bepaling in de praktijk toegepast om de opvolging van de gemeentelijke overheidsopdrachten te faciliteren?

Is er daarbij sprake van een algemene delegatie voor de uitvoering van alle overheidsopdrachten en/of wordt er delegatiebeslissing genomen voor de uitvoering van specifieke overheidsopdrachten?

* De **overheidsopdrachten van beperkte waarde** (waarvan de geraamde waarde lager is dan 30.000 euro, excl. btw) zijn aan weinig formele regels onderhevig in de wetgeving (zie artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 en artikel 124 van het koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017). Niettemin dient de mededingingsplicht gerespecteerd te worden en dient het bewijs hiervan te kunnen geleverd worden.

Wat is de gevolgde methode binnen de gemeente?

Welke formele interne richtlijnen werden er uitgevaardigd?

* Welke zijn de **aankoopcentrales** (die actief waren tijdens het gecontroleerde dienstjaar) in de zin van artikel 47 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten waaraan de gemeente heeft aangesloten ?

Voor elke aankoopcentrale dient de gemeente de volgende elementen te vermelden : de naam en de referentie van de uitdrukkelijke beslissing tot aansluiting.

Voor welke **overheidsopdrachten en/of raamovereenkomsten, inclusief de op deze raamovereenkomsten gebaseerde overheidsopdrachten** heeft de gemeente tijdens het gecontroleerde dienstjaar een **beroep gedaan op een ‘aankoopcentrale’**)?

De gemeente dient hiervan een samenvattende lijst per aankoopcentrale door te geven, aangevuld met de volgende elementen: voorwerp van de (overheids-)opdracht of van de raamovereenkomst, referentie, geldigheidsperiode, eventuele beperkingen per aanbesteder (waarde/hoeveelheden) die door de aankoopcentrale aangekondigd werden.

* Hoe is het **beheer van de borgtochten**, die gesteld worden binnen het kader van de uitvoering van de overheidsopdrachten, georganiseerd binnen de gemeente?

Wat zijn de specifieke instructies ter zake en wie staat in voor de vrijgave van de borgtocht?

Is de gemeente vertrouwd met de applicatie e-DEPO van de FOD Financiën en hoe zijn de rollen voor het gebruik van deze applicatie in de gemeente toebedeeld?

* Naast het beheer van de borgtochten zal de FOD Financiën door middel van de applicatie e-credit, na afloop van de testfase, eveneens **leningen** aanbieden aan de gemeenten.

Is de gemeente van plan om leningen via de voormelde applicatie te verwerven en in voorkomend geval, heeft zij deel van de testfase genomen?

* Overeenkomstig artikel 192/1 dat werd ingevoegd in de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten door middel van artikel 9 van de wet van 7 april 2019 tot wijziging van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten, de wet van 13 augustus 2011 inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten op defensie- en veiligheidsgebied en tot wijziging van de wet van 4 mei 2016 inzake het hergebruik van overheidsinformatie **kunnen ondernemers elektronische facturen indienen en dienen de aanbestedende overheden deze te aanvaarden en verwerken**.

Is deze mogelijkheid systematisch voorzien door de gemeente in de toepasselijke opdrachtdocumenten (en de bestelbonnen) bij het plaatsen van haar overheidsopdrachten? (vóór 1 november 2022)?

Met het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten is een concrete datum voor de inwerkingtreding van de artikelen 6, 14 en 20 van de wet van 7 april 2019 vastgesteld en is de **elektronische facturatie** door ondernemers aan aanbesteders reeds **verplicht** geworden sinds 1 november 2022 voor de *overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten waarvan de geraamde waarde gelijk is aan of hoger is dan de drempel voor Europese bekendmaking*, die vanaf die datum worden bekendgemaakt of hadden moeten worden bekendgemaakt, alsmede voor de overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten waarvoor, bij gebreke van een verplichting tot voorafgaande bekendmaking, vanaf die datum wordt uitgenodigd tot het indienen van een offerte. (Voor deze overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten is de in aanmerking te nemen datum van bekendmaking deze van de bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen.) Vervolgens voorziet dit KB dat de elektronische facturatie op dezelfde wijze verplicht zal worden vanaf 1 mei 2023 voor de *overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten waarvan de geraamde waarde lager is dan de drempel voor Europese bekendmaking maar hoger of gelijk is aan 30.000 euro, exclusief belasting over de toegevoegde waarde* en vanaf 1 november 2023 voor *de overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten waarvan de geraamde waarde lager is dan 30.000 euro, exclusief belasting over de toegevoegde waarde.*

Welke maatregelen heeft de gemeente genomen om zich klaar te stomen voor de inwerkingtreding van de verplichte e-facturatie op de voormelde data? In voorkomend geval, welke moeilijkheden heeft de gemeente ondervonden of blijft zij ondervinden om deze facturen te aanvaarden en te verwerken?

* **Bij laattijdige betalingen** heeft de opdrachtnemer overeenkomstig artikel 69, § 1, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten van rechtswege en zonder ingebrekestelling recht op de betaling van een intrest naar rato van het aantal dagen overschrijding (i.e. voor de overheidsopdrachten gesloten vanaf 16 maart 2013). Daarnaast heeft de opdrachtnemer, als er een dergelijke intrest voor laattijdige betaling dient betaald te worden, overeenkomstig paragraaf 2 van hetzelfde artikel van rechtswege en zonder ingebrekestelling recht op de betaling van een forfaitaire vergoeding van veertig euro voor invorderingskosten.

Worden deze vergoedingen steeds betaald (intrest + forfaitaire vergoeding) in het geval van een laattijdige betaling?

Zijn er specifieke consignes t.a.v. de interne diensten om dergelijke situaties te vermijden?

* Overeenkomstig artikel 263undecies van de Nieuwe Gemeentewet staan de gemeenten in voor de **interne controle** op hun activiteiten.

Hoe is dit concreet binnen het lokaal bestuur georganiseerd?

Gelieve de volledige referentie vermelden van de beslissing waarbij de gemeenteraad het algemeen kader van het interne controlesysteem goedkeurt.

Welke specifieke maatregelen worden binnen dit controlesysteem genomen om het naleven van de wetten en procedures inzake overheidsopdrachten en de betaling ervan te garanderen?

Welke veranderingen of evoluties hebben ter zake plaatsgevonden tijdens het voorbije dienstjaar?

Als de gemeente reeds een antwoord heeft geboden op de bovenvermelde vragen n.a.v. het antwoord op bijlage 8 van de vorige rekening mag zij haar antwoord beperken tot deze laatste vraag.

* Tot slot, in het kader van de **professionalisering van de functie van openbare aankoper** en gelet op de voortdurende wettelijke en jurisprudentiële evoluties ter zake, welke initiatieven neemt de gemeente inzake opleiding en vorming om de permanente bijscholing van de personeelsleden die belast zijn met overheidsopdrachten te verzekeren?

1. *Ce montant a été porté à 140.000 euros à partir du 17 juillet 2022 en application de l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 modifiant l’article 234, § 3, alinéa 1er, de la Nouvelle loi communale.*  [↑](#footnote-ref-1)
2. *Dit bedrag is vastgesteld op 140.000 euro vanaf 17 juli 2022 ingevolge het besluit van 23 juni 2022 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van artikel 234, § 3, eerste lid, van de Nieuwe Gemeentewet.* [↑](#footnote-ref-2)